

## La destruction de l'école primaire

### L'heure d'un premier bilan

De nombreux spécialistes, comme Claude Lelièvre, historien de l'éducation, récemment dans le Monde, des syndicalistes, des responsables de mouvements d'éducation populaire, des pédagogues célèbres comme Philippe Meirieu, André Giordan, Eveline Charmeux, Gérard de Vecchi, des praticiens reconnus comme Sylvain Grandserre<sup>1</sup>, et tant d'autres personnalités, répètent inlassablement que nous assistons depuis quelques années à une terrible entreprise de destruction de l'école. Les démonstrations sont faites, elles ne sont guère contestables : nous allons à la catastrophe.

De bonnes âmes s'indignent de tels propos, en particulier chez les cadres qui prônent la loyauté, l'obligation de l'obéissance, le respect de la règle démocratique... Certaines s'expriment en conscience soit parce qu'elles adhèrent à l'idéologie ultra libérale mise en œuvre avec une détermination purement sarkozienne, ce qui est parfaitement leur droit<sup>2</sup>, soit parce qu'elles méconnaissent l'histoire de l'école, ses fondements, ses enjeux, ce qui peut s'expliquer partiellement par l'absence totale de prise en compte de ces questions fondamentales dans leur formation, soit par une soumission qui s'adapte à toutes les alternances. D'autres s'expriment par opportunisme, ce qui est moins honorable surtout si les mêmes, quand ils étaient en exercice en 1989/90/91, n'avaient pas les mêmes préoccupations et se seraient sans doute indignés si M. Jospin avait usé de l'autoritarisme, des sanctions, des menaces. Leur opposition affichée, leur désobéissance, leur résistance passive à cette époque auraient mérité des analyses plus poussées dans le cadre d'un bilan sérieux et honnête, qui n'a malheureusement jamais été fait, de la loi de 1989<sup>3</sup>.

Toutes les mesures prises successivement, tous les effets d'annonce, outre qu'ils ont été décidés, à chaque fois, dans la précipitation politicienne et sans la moindre concertation, sont des actes de destruction. Je sais que des membres de l'encadrement intermédiaire, des inspecteurs, contestent<sup>4</sup> ces propos et louent quelques unes de ces décisions... Il faut bien rechercher un peu de positif quelque part si l'on ne veut pas être suspecté de complaisance ou de compromission ou de naïveté. Je sais que plusieurs de ces mesures séduisent l'opinion publique... C'est normal, c'est bien d'abord pour cela qu'elles sont prises, les instituts de sondage et les cabinets de communication sont excellents dans notre pays et le soutien des grands médias est acquis.

On peut prendre chacune des mesures et les analyser avec un peu de hauteur, en recherchant les perspectives. Toutes sans exception s'inscrivent de manière cohérente dans

---

<sup>1</sup> On peut lire leurs textes sur les sites Internet consacrés à l'éducation, qui prolifèrent et qui démontrent la richesse de la réflexion pédagogique en France

<sup>2</sup> Mais il serait plus honnête de le dire...

<sup>3</sup> L'un des désobéissants les plus connus, M. Le Bris, volant au secours de son ministre, M. de Robien, que j'interpellais sur un plateau de télévision à ce sujet, déclarait qu'il avait toujours refusé, et violemment, d'appliquer la loi de 89, car de son point de vue fort éclairé, elle était inapplicable. C'est peut-être cet acte de bravoure, nullement sanctionné, qui lui a valu l'une des plus hautes distinctions de la République, des mains même de M. Darcos.

<sup>4</sup> Avec un a priori angélique : « tout ne peut quand même pas être mauvais »

cette volonté de destruction qui inquiète tous les progressistes et qui provoquent des réactions hostiles compréhensibles de la part d'enseignants désobéissants de plus en plus nombreux. Il ne s'agit pas de taxer le ministre d'une sorte de machiavélisme ou de perversion. Il fait son travail, il prépare, tranquillement pendant un temps, plus fiévreusement aujourd'hui, l'installation du système libéral à l'anglo-saxonne, une école à deux vitesses, avec toute une série de mesurette pour les pauvres, pour se donner bonne conscience. « Vous voyez bien : on fait tout pour eux (le soutien, les stages, des programmes plus simples, des devoirs identiques à ceux qu'avaient leurs parents, etc), ils sont bêtes, on n'y peut rien, c'est comme ça ». Tout est dans l'apparence. C'est un phénomène nouveau en France, à ce point d'exacerbation, car pendant longtemps la droite sous l'influence du gaullisme, n'était pas assimilable à l'ultra libéralisme et l'a même combattu. Il faut dire que l'absence de vrai projet neuf (qui ne soit pas que de l'aménagement de l'ancien) à gauche lui a facilité la tâche.

**Les nouveaux vieux programmes.** Aucune concertation. Aucune idée des auteurs. Aucun fondement théorique. Une réalité : le mépris pour tous les efforts accomplis depuis 1969 pour transformer l'école à l'initiative des gouvernements successifs de droite et de gauche. Une anomalie : le rejet brutal des programmes de 2002 qui avaient fait consensus et qui avaient obtenu l'aval de M. Darcos lui-même. Une évidence : ces programmes constituent une régression incroyable privilégiant totalement la mécanique à l'intelligence. Rappelons à nouveau que la référence commode aux bases, malgré sa logique apparente, n'a pas de sens. Signalons à nouveau, par exemple, que l'on peut connaître par cœur toutes les règles de grammaire, toutes les définitions, tous les tableaux de conjugaison... et être incapable d'exprimer une pensée structurée, une émotion, une indignation ? Nos prédécesseurs s'en étaient rendu compte dans les années 60 et avaient impulsé, avec l'INRP d'alors, des transformations de pratiques faisant le pari de l'intelligence. Aujourd'hui, plus personne n'en parle. Bientôt, il faudra remettre en chantier toute la rénovation pédagogique abandonnée. Que de temps perdu, d'énergie gaspillée, de bonne volonté méprisée !

**Le service minimum d'accueil.** Aucune concertation, même pas avec les maires pourtant concernés au premier chef. Une manière de dévaloriser l'école et les enseignants en suggérant à une partie des citoyens sous informés sur ces questions, que faire l'école, ce n'est pas si difficile, en instillant l'idée que les enseignants sont toujours en grève et s'opposent à tout, en prenant bien soin de ne pas évoquer ce service minimum quand il s'agit de remplacer les enseignants en cas d'absence, de maladie, de congés légaux. Un développement inévitable des conflits entre enseignants et parents... Et, qu'on le veuille ou non, dans les faits, une atteinte au droit de grève. Je connais des enseignants, passionnés enthousiastes, consciencieux, qui renoncent à faire grève au seul motif qu'ils veulent retrouver leur classe et leur matériel en parfait état le lendemain de la grève. On pourrait en sourire, ce serait ignorer totalement le niveau exceptionnel de conscience professionnelle des enseignants des écoles.

**La semaine scolaire.** Aucune concertation ni avec les enseignants, ni avec les élus locaux, ni avec le secteur associatif. Une annonce. Une mesure autoritaire. Un alourdissement de la journée pour les enfants en difficulté. Une surcharge de travail pour les enseignants astreints à une quantité de réunions et d'enquêtes inutiles. Chacun sait que le vrai problème est celui de la journée scolaire trop chargée, que les activités de soutien doivent trouver leur place à des moments où tous les enfants sont à l'école pour des activités diverses dans le cadre de projets éducatifs locaux concertés. Cela n'a aucune importance pour le pouvoir. L'ordre du ministre « débrouillez-vous ! » reste dans les mémoires. L'essentiel est l'affichage et les sondages.

**Le soutien et les stages de remise à niveau.** Aucune concertation. Une curieuse manière, sous couvert de garantie de l'égalité républicaine, de faire de la publicité indirecte pour les officines privées qui étaient déjà fort prospères et qui se multiplient. Une valorisation systématique du travail des élèves hors temps scolaire au détriment de leur travail dans le

temps normal de classe. Aucune réflexion sur l'individualisation, sur la prise en compte de l'hétérogénéité, sur la pédagogie de la réussite<sup>5</sup>. Un renforcement systématique de « l'évaluationnisme », de la pédagogie de l'exercice et de la répétition, de la responsabilisation des enfants qui ne travaillent pas assez et des parents qui n'assument plus leurs responsabilités. Une volonté de transformer les victimes en coupables. Et on réussit presque à convaincre des esprits pourtant éclairés que la seule solution pour construire l'école d'aujourd'hui est de reprendre les méthodes qui ont échoué avant-hier. Ne soyons pas dupes. Avec tous ces dispositifs, on peut faire de grandes économies : supprimer les RASED, supprimer la formation initiale et continue... et dévaloriser le métier d'enseignant<sup>6</sup>. L'ultra libéralisme est consubstantiel à la réduction de la dépense publique.

**Le renforcement de l'autorité hiérarchique.** Pour réussir ou donner une apparence de réussite, on transforme de fait, fondamentalement, les missions des cadres intermédiaires pour en faire des exécutants et des contrôleurs de l'exécution. Avalanche de notes, d'instructions, d'enquêtes, de contrôles, de réunions d'où il ne sort rien, mais personne ne le dit et un sourire poli suffit à satisfaire les responsables. Les témoignages innombrables que je reçois révèlent un malaise profond dans les écoles, des tensions entre les « pour le retour » au siècle dernier et les « contre », des colères contenues contre certains hiérarques qui vont au-delà même de ce que l'institution leur demande de faire et qui deviennent des propagandistes non pas de textes officiels mais de l'idéologie ultra libérale, le retour de la peur<sup>7</sup>. Que penser de l'inspectrice qui le soir même d'un dépôt de motions des enseignants résistants s'empresse de publier sur le site de sa circonscription, les obligations légales des fonctionnaires et les risques de sanction présentées par un juriste ? Si elle était en exercice dans les années 1989/90/91 ou si elle l'avait été, a-t-elle, aurait-elle, utilisé le même type de menaces pour ceux qui s'opposaient à la loi de 89 ou qui faisaient preuve, parfois avec la bénédiction de leurs supérieurs, de formes de résistance passive qui ont réellement handicapé la mise en œuvre de cette loi, dont les historiens reconnaîtront qu'elle constituait une avancée considérable dans l'histoire de l'école ?

**On peut ajouter au tableau noir** tous les discours sur l'école maternelle, sur la suppression des aides éducateurs et la création d'un corps de contrôleurs de l'absentéisme, sur le système des primes, sur le pilotage par les résultats sans analyse de ce qui produit ces résultats, sur l'évaluation des maîtres au vu des résultats de l'année ou du mois...

L'entreprise de destruction de l'école primaire engagée après 2002 et renforcée en 2005 fait son œuvre. Les résultats de cette politique seront déplorables. Les coupables seront rapidement trouvés : les enseignants.

Le bilan de M. Darcos est catastrophique pour l'école primaire. Les conséquences les plus graves ne seront réellement perceptibles que dans quelques années. On pouvait réellement s'attendre à autre chose quand il a été nommé. Son successeur aura un énorme travail. Même s'il persiste, comme on peut le penser, dans la perspective ultra libérale actuelle, il aura à retisser les liens entre l'école et les familles, entre les enseignants

---

<sup>5</sup> Le modèle pédagogique de la transmission, de l'explication magistrale, de l'exercice d'application est redevenu le modèle officiel. On ne se pose même plus la question des pratiques. On ne parle plus de pédagogie... Le soutien vous dis-je ! On avance.

<sup>6</sup> Si cette politique persiste encore, on réussira à prouver que l'école maternelle est inutile, que les activités périscolaires peuvent être offertes au secteur marchand, que les profs du premier degré n'ont pas besoin de bac +5 ou 6. On avance.

<sup>7</sup> Un directeur d'application chevronné à ses adjoints : « Ah, non, on ne peut pas refuser cela, que va dire l'inspecteur ? » Les pressions en cascade, les ordres dans les tuyaux d'orgue, les parapluies à chaque niveau. Des questionnaires auxquels l'auteur ne saurait pas répondre lui-même...Etc. Une ambiance au beau fixe ; On avance.

eux-mêmes au sein des écoles, entre les enseignants et une partie de leur hiérarchie, entre l'école et la nation...

Les professeurs des écoles maternelles et élémentaires ont besoin d'être soutenus, accompagnés, compris, respectés.

Ce n'est pas en essayant de les mettre au pas, en renforçant « l'administratisation », la technicisation, « l'évaluationnisme » aigüe, les contrôles et les menaces, en méprisant tous les efforts qu'ils ont réalisés depuis la fin des années 60, que l'on pourra obtenir leur mobilisation réelle et l'amélioration de la réussite scolaire.

Au-delà de ce nécessaire pacte de confiance à reconstruire avec les enseignants des écoles, il faudra bien se décider sans tarder davantage à expliquer quel citoyen et quelle société nous voulons former avec l'école. L'individualisme et la compétition, la loi du plus fort et la résignation des faibles, la soumission ou la responsabilité, la reproduction ou le pari de l'intelligence, l'école enfermée ou l'école ouverte sur la cité, sur la société de la connaissance et de la communication, sur l'éducation tout au long de la vie...

On s'est terriblement éloigné de toutes ces questions fondamentales. Bientôt, elles nous exploseront au visage.

Espérons au moins un petit sursaut...dès le prochain renouvellement ministériel et un nouvel élan progressiste, mobilisateur, enthousiasmant... un peu plus tard... mais pas trop tard<sup>8</sup> !

### **Pierre Frackowiak**

Inspecteur honoraire de l'Education Nationale

Co-auteur avec Philippe Meirieu de « L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ? » (Editions de l'Aube. Mai 2008)

---

<sup>8</sup> C'est quand les prochaines élections ? Y aura-t-il un vrai débat sur la question scolaire, sur la place de l'éducation dans la société ? Osera-t-on reparler de la pédagogie ?